

FÉVRIER 2026

POLICY BRIEF



L'INTERVENTION AMÉRICAINE AU VENEZUELA : LE PÉTROLE ET LE RETOUR DES SPHÈRES D'INFLUENCE

YVES JÉGOUREL



POLICY CENTER
FOR THE NEW SOUTH

PB -06/26



L'arrestation du président vénézuélien Nicolás Maduro a suscité la sidération internationale en interrogeant sur le respect du droit international ; puis, fort logiquement, cette opération a conduit à maintes analyses tant sur les arguments politiques, sécuritaires et géostratégiques avancés par Washington que sur les ambitions sous-jacentes ayant présidé à cette décision sans réel précédent dans l'histoire récente. Outre la lutte contre le narcotrafic, c'est bien évidemment la question pétrolière qui a été posée en premier lieu, actant notamment des réserves supposément considérables du pays. L'extraordinaire difficulté à revenir aux records de production des décennies passées ne fait, pourtant, guère de doutes.

Des interrogations se sont également portées sur la réalité des ressources minérales et des réserves minières du Venezuela, afin de répondre aux ambitions de sécurisation en métaux stratégiques des États-Unis. Or, coltan, bauxite et aluminium, la valorisation du potentiel vénézuélien reste, elle aussi, hypothétique. Une chose apparaît cependant certaine : du Venezuela à l'Ukraine en passant par le Groenland ou la République démocratique du Congo, la puissance américaine s'accompagne, outre la fameuse « doctrine Monroe », d'une « doctrine matières premières », pièce essentielle d'une stratégie expansionniste qui n'est pas sans rappeler la théorie des « sphères d'influence ». Les énergies fossiles y sont au moins tout aussi importantes que les ressources minérales stratégiques, où les déterminants économiques pourraient être secondaires et où la préemption par d'autres leviers que l'action commerciale n'est désormais plus exclue.

YVES JÉGOUREL

INTRODUCTION.

Affirmant que les États-Unis allaient « récupérer » le pétrole volé par le Venezuela, le président américain Donald Trump a, de toute évidence, confirmé la place centrale des hydrocarbures dans sa stratégie de puissance. De nombreuses interrogations subsistent toutefois sur la pertinence économique d'une telle approche et, plus globalement, sur les motivations profondes qui la sous-tendent. Contrôle accru sur l'offre d'hydrocarbures, revanche d'une histoire ayant vu les compagnies pétrolières américaines être « chassées » après des vagues de nationalisations de ce qui fut jadis un de leurs eldorados, premier pas vers une conquête du sous-sol vénézuélien et de ses ressources minérales stratégiques, étranglement de Cuba, coup d'estoc porté au grand rival chinois et pièce d'un puzzle géostratégique complexe où le retour des « sphères d'influence » semble patent : les réponses, sous forme de conjectures, sont multiples et largement interdépendantes.

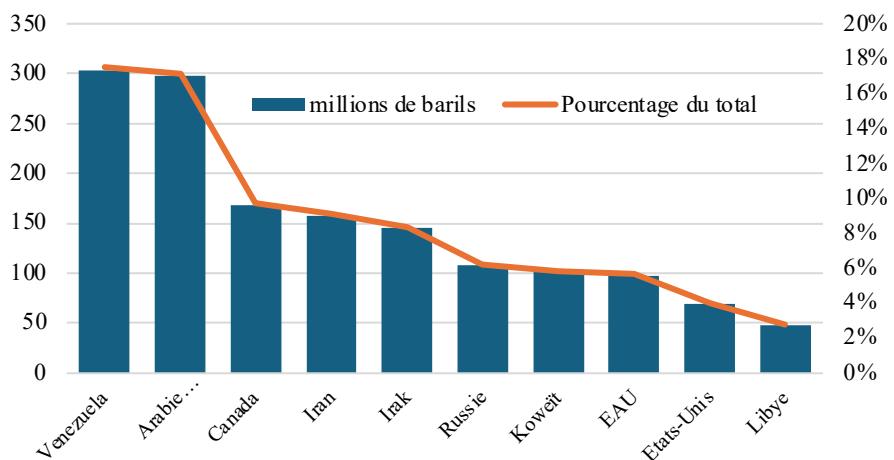
L'INCERTAIN POTENTIEL COMMERCIAL DU SECTEUR PÉTROLIER VÉNÉZUÉLIEN.

L'importance des réserves pétrolières vénézuéliennes est assurément l'une des raisons les plus fréquemment avancées pour comprendre l'offensive menée par Washington. Selon les données de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) datant de 2020 et compilées par l'*Energy Institute*, elles seraient en effet les plus importantes au monde grâce notamment à la ceinture pétrolière de l'Orénoque. Évaluées à 300 milliards de barils, ces réserves représenteraient 17 % des réserves prouvées¹ à l'échelle mondiale et, sous contrôle implicite américain, permettraient aux États-Unis de disposer de plus de 20 % du « potentiel » de l'offre planétaire (graphique 1). Les réserves gazières vénézuéliennes sont, comparativement, bien plus faibles : estimées à 6,3 milliards de mètres cube (m³), elles représentent en effet « seulement » 3,3 % du total mondial, bien loin derrière celles de la Russie et de l'Iran, leaders dans ce domaine avec respectivement 19,9 % et 17,1 % des réserves prouvées, à fin 2020.

1. On définit par réserves prouvées les volumes de pétrole dont la probabilité de récupération est, compte-tenu des techniques d'extraction et des conditions économiques existantes, supérieure à 90 %.

Graphique 1 :

Les réserves pétrolières mondiales en 2020
(en milliards de barils et en pourcentage du total mondial).



Source : *Statistical review of world energy*, Energy Institute.

À l'instar de nombreuses statistiques de l'OPEP, celle relatives aux réserves pétrolières vénézuéliennes sont déclaratives. Selon nombre d'experts, elles sont donc probablement surestimées en raison de la notion même de « réserves prouvées » et, conséquemment, de la nature très particulière du pétrole vénézuélien. Réévaluées par le gouvernement d'Hugo Chavez sans qu'un audit indépendant n'ait été engagé, elles ont bondi dans les années deux-mille alors même qu'aucune découverte majeure n'avait été réalisée. Elles sont ainsi passées de 80 milliards de barils en 2005 à 211 milliards en 2009 puis à 297 milliards l'année suivante, niveau auquel elles sont peu ou prou restées. En 2011, le prix moyen du Brent s'était établi à quelque 111 USD par baril (bbl), conduisant l'État vénézuélien à classer les réserves de l'Orénoque comme réserves prouvées, c'est-à-dire exploitables en dépit de la complexité industrielle à les extraire et les raffiner. Avec pour référence de prix le « Merey 16 », le pétrole vénézuélien est en effet de type « lourd » ou « extra-lourd »² : très visqueux et riche en soufre³. Nécessitant en conséquence des quantités importantes de diluants pour être extrait et imposant un raffinage particulier, il est ainsi bien plus coûteux à traiter que du pétrole léger. Sa rentabilité est donc intrinsèquement conditionnée par des niveaux de prix élevés. Or, ceux-ci ont reflué depuis les records enregistrés en 2011 et 2012, sans que les réserves ne soient revues à la baisse.

2. Lire, notamment, l'article d'Ambrose, J. (2026) "Dense, sticky and heavy: why Venezuelan crude oil appeals to US refineries", *The Guardian*, 5/01. <https://www.theguardian.com/business/2026/jan/05/venezuelan-crude-oil-appeals-to-us-refineries>.

3. Le Merey 16 a une densité API (American Petroleum Institute) de 16 : plus celle-ci est faible, plus le pétrole est lourd. Lorsqu'il est inférieur à 22°API, on parle de pétrole lourd, et de pétrole extra-lourd lorsqu'il est inférieur à 10°API. À titre de comparaison, le Brent a une densité API de 38, ce qui le positionne dans la catégorie des pétroles légers (supérieurs à 31,1°API). Le taux de soufre du Merey est compris entre 2,5 % et 3,4 %.

Graphique 2 :

Évolution de la production pétrolière vénézuélienne
(en milliers de barils par jour, pétrole et autres liquides).



Source : US Energy Information Administration (US EIA).

Par ailleurs, la richesse pétrolière du sous-sol vénézuélien ne s'est pas traduite au cours de la dernière décennie par une production élevée. Alors qu'elle avait pu atteindre un record de 3,75 millions de barils par jour (Mb/j) en 1970⁴ et revenir au seuil de 3,5 Mb/j en 1996 et 2004/2005, l'offre du pays a atteint un point bas en 2021 à 665 000 barils par jour avant de se redresser légèrement, à 960 000 barils/jour, soit à peine 1 % du pétrole brut mondial (contre environ 7 % en 1970). Plusieurs raisons l'expliquent. La deuxième vague de nationalisation engagée en 2001 par Hugo Chavez⁵ va notamment et simultanément entraîner un retrait des compagnies pétrolières internationales, une gestion défaillante et un sous-investissement dans les infrastructures logistiques et de production alors que celles-ci nécessitent un haut niveau d'entretien compte-tenu de la nature corrosive du lourd et de l'extra-lourd, ainsi qu'une perte d'expertise locale. Elle sera accentuée en 2006/2007 avec la nationalisation des projets de l'Orénoque, au sud-est du pays, où étaient positionnés ExxonMobil, ConocoPhillips, Chevron, mais également Total. À partir de 2017, l'imposition des sanctions américaines renforcera ce déclin (graphique 2).

UN RETOUR AUX IMPORTATIONS AMÉRICAINES.

Si le redressement de la production vénézuélienne semble possible, le retour à des niveaux historiques s'avère particulièrement difficile, compte-tenu des investissements colossaux à engager pour cela, de la réticence des majors américaines à le faire, et de la faiblesse actuelle des prix du brut. Faisant référence, le cabinet Rystad Energy estime que 53 milliards USD seraient nécessaires pour maintenir durablement l'offre vénézuélienne autour de 1,1 Mb/j. Revenir à une production de 3 Mb/j d'ici à 2040 impliquerait des investissements d'environ 183 milliards USD au cours des 14 prochaines années, ainsi que

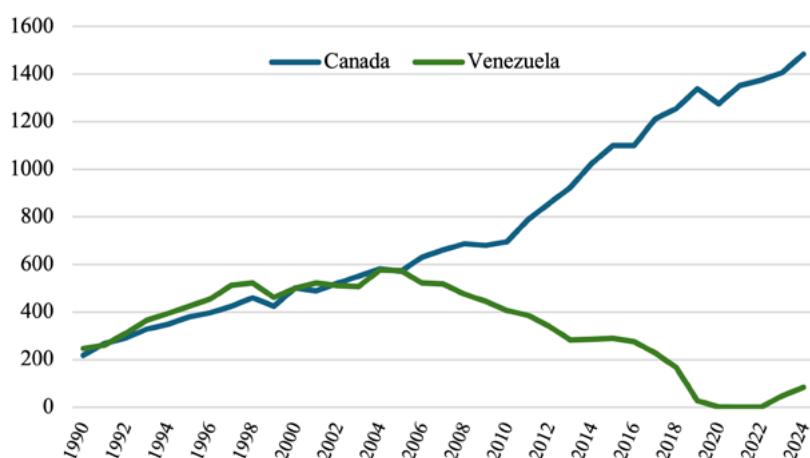
4. Selon les statistiques de l'US EIA.

5. Après celle de Carlos Andrés Pérez qui a notamment créé en 1976 l'entreprise publique Petróleos de Venezuela S.A. (PDVSA) afin de gérer l'industrie pétrolière du pays.

des prix plus rémunérateurs qu'aujourd'hui. Toujours selon l'agence spécialisée, 200 000 à 300 000 barils par jour pourraient cependant être retrouvés au cours des deux prochaines années. Dans un contexte de sur-approvisionnement et de cours relativement faibles, l'offre vénézuélienne compte donc peu et cette réalité explique la raison pour laquelle les marchés du brut n'ont que faiblement réagi après l'annonce par l'administration américaine qu'entre trente et cinquante millions de barils vénézuéliens allaient être vendus au prix de marché. Passant sous le seuil de 50 USD/bbl, la baisse plus marquée du Western Canadian Select (WCS) trouvait, quant à elle, son explication dans la concurrence accrue entre les pétroles canadiens et vénézuéliens sur le sol étatsunien.

Graphique 3 :

**Importations américaines de brut vénézuélien et canadien
(HS Code : 2709 ; en millions de baril).**



Source : US Census Bureau & Trade Data Monitor.

Ces incertitudes importantes sur le potentiel pétrolier vénézuélien imposent de préciser les raisons politiques et géopolitiques de l'offensive américaine. Il est toutefois largement probable qu'un argument économique ait pu la légitimer. En raison de ses particularités physico-chimiques, l'extra-lourd vénézuélien n'a qu'une place limitée sur les marchés mondiaux, mais à l'instar des sables bitumineux canadiens, il est particulièrement adapté aux raffineries situées au pourtour du Golfe du Mexique⁶. Environ 70 % du brut acheté par les États-Unis est en effet du pétrole lourd, dont 60 % en provenance du Canada. Les importations américaines de brut vénézuélien avaient atteint 577 millions de barils en 2004, à quasi-parité avec le pétrole en provenance du Canada (graphique 3). Leur chute marquée depuis (-493 millions entre 2004 et 2024) s'est accompagnée d'une hausse symétrique des achats de pétrole canadien (+903 millions sur la même période). Une reprise des importations vénézuéliennes aurait ainsi pour avantage de limiter la dépendance américaine à son voisin tout en limitant le coût des carburants aux États-Unis, un élément déterminant du pouvoir d'achat des ménages du pays et aussi de la politique électorale du président républicain. L'industrie du raffinage est, en outre, particulièrement riche en emplois aux États-Unis. L'accès à un pétrole bon marché pourrait ainsi favoriser l'accroissement des marges bénéficiaires et, toutes choses égales par ailleurs, soutenir le dynamisme de ce secteur.

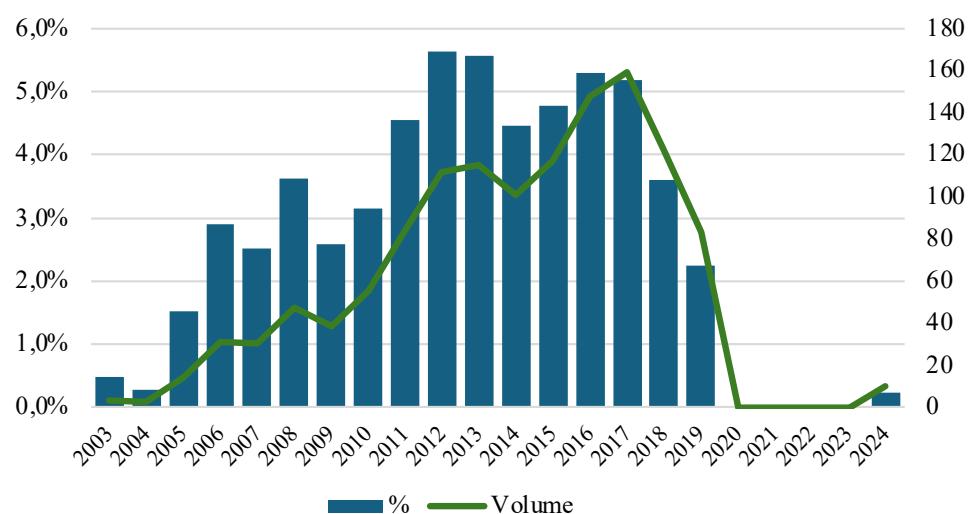
6. <https://www.reuters.com/business/energy/us-gulf-refineries-ready-run-venezuelan-crude-2026-01-08/>.

DES VISÉES GÉOPOLITIQUES ÉVIDENTES.

Cette réorientation des flux du pétrole vénézuélien vers les États-Unis pourrait supposément pénaliser Cuba et la Chine. Si les statistiques douanières pour ce premier pays demeurent indisponibles, celles – officielles – de la seconde économie mondiale ne laissent cependant pas transparaître une dépendance significative (graphique 4). Ainsi, sur 4 milliards de barils importés en Chine en 2024, seulement 9,84 millions provenaient du Venezuela, ce qui positionnait ce pays au 21^{ème} rang de ses fournisseurs (0,25 % du total des importations de brut), très loin derrière la Russie, l'Arabie saoudite, la Malaisie, l'Irak et Oman (par ordre décroissant).

Graphique 4 :

Importations chinoises de brut vénézuélien
(HS Code : 2709 ; en millions de baril et en %).



Source : China Customs Statistics & Trade Data Monitor.

Ces chiffres pourraient cependant ne représenter que très imparfairement la réalité des flux de brut entre le Venezuela et la Chine en raison notamment de différentes techniques ou stratégies visant à dissimuler l'origine vénézuélienne du pétrole, afin de contourner les sanctions américaines et les risques bancaires associés au financement transactionnel des cargaisons sanctionnées : reclassement des exportations de ce pays par certaines maisons de négoce de matières premières, utilisation de flottes fantômes, transbordements de navire à navire et falsification des signaux de localisation des pétroliers quittant le Venezuela. Ce qu'il est convenu d'appeler les « teapots », des petites raffineries chinoises indépendantes, souvent situées dans la province du Shandong, sont en effet avides de pétrole sous sanction occidentale, et donc décotés, en raison de leur marge faible. Selon l'agence d'information Kpler, les flux réels vers la Chine auraient ainsi été de 768 000 barils/jour en 2025, soit environ 3 % du total des importations chinoises de brut (Downs & Palacios, 2026).

La privation des exportations de brut à Cuba est assurément une autre raison de l'intervention américaine. Toujours selon Kpler, le Venezuela aurait livré environ 15 000

barils/jour⁷ à ce pays à des fins de raffinage et de génération électrique. Comme Donald Trump l'a annoncé, une cessation des exportations vénézuéliennes constituerait un outil de pression supplémentaire sur le régime, déjà largement menacé par les États-Unis dans le cadre des déclarations faites par le président américain dans la foulée de la capture et de l'extradition de Nicolás Maduro⁸. Il reste à déterminer si le nouveau pouvoir vénézuélien accèdera à cette demande, la présidente par interim Delcy Rodriguez ayant déclaré que le pays continuerait à exercer librement son « droit à l'autodétermination et à la souveraineté nationale » dans ses relations avec Cuba, lesquelles « ont toujours été fondées sur la fraternité, la solidarité, la coopération et la réciprocité »⁹.

UN CONTRÔLE DES RESSOURCES MINÉRALES VÉNÉZUÉLIENNES ?

Le pétrole pourrait ne pas être la seule matière première sous-tendant l'intervention américaine. Nombre de médias se sont en effet interrogés sur l'importance des « métaux rares » présents dans le sous-sol du pays. Posée dans ces termes, cette question est toutefois largement imprécise et, partant, révélatrice d'une méconnaissance persistante de la réalité minière et, peut-être, de manière plus générale, de la géopolitique des matières premières. La notion de « métaux rares » est trompeuse voire extrêmement ambiguë : il s'agit soit de parler de « ressources minérales stratégiques ou critiques » soit de « terres rares », ces dernières regroupant un ensemble de quinze à dix-sept ressources minérales bien précises (les quinze lanthanides, dont le néodyme et le praséodyme, ainsi que l'yttrium et le scandium). Elles comptent parmi les métaux critiques identifiés par la plupart des pays industrialisés, dont l'Union européenne et les États-Unis, mais n'en représentent qu'une faible fraction.

Si l'on se concentre sur les terres rares, le Venezuela ne produit pas, et si l'on se réfère aux statistiques de l'*United States Geological Survey* (USGS) – le service géologique américain – le pays ne dispose pas de réserves en terres rares significatives, c'est-à-dire exploitables aux conditions technologiques et de prix actuelles. Des terres rares sont très probablement présentes dans le sous-sol national compte-tenu de sa richesse géologique, mais tant leurs quantités présentes que les conditions de viabilité de leur extraction ne semblent prouvées à ce stade. À l'instar du débat relatif au sous-sol ukrainien et des conditions de soutien de Washington à Kiiv ou des visées étatsuniennes sur le Groenland, il y a bien souvent confusion entre ressources et réserves. Quand bien même le Venezuela disposerait de terres rares dans son sous-sol (ou d'autres ressources minérales stratégiques), le temps de la mine n'est pas celui de la géopolitique et il semble difficile d'imaginer que l'intervention américaine soit légitimée de manière forte par une stratégie de sécurisation en terres rares. Rappelons par ailleurs que la problématique des ressources minérales doit être posée au regard de leurs chaînes de valeur. Tout commence certes par la mine, mais les goulets d'étranglement peuvent se situer en aval, notamment sur le raffinage. Le Venezuela a publié

7. Certaines sources proposent des estimations supérieures, autour de 35 000 barils/jour. Voir, par exemple : <https://www.bbc.com/news/articles/cx2kv2gn62vo>.

8. Le 11 janvier 2026, le président américain a en effet affirmé sur son réseau social Truth Social : « *Cuba lived, for many years, on large amounts of oil and money from Venezuela. In return, Cuba provided "security services" for the last two Venezuelan dictators, but not anymore! There will be no more oil or money going to Cuba - zero! I strongly suggest they make a deal, before it is too late* »

9. <https://www.argusmedia.com/en/news-and-insights/latest-market-news/2774386-venezuela-defies-us-call-to-end-support-for-cuba>.

en janvier 2018 un catalogue minier¹⁰ qui confirme ce constat, les terres rares n'étant pas mentionnées. Utilisant alternativement les notions de réserves et de ressources (ce qui en complique l'analyse), ce rapport indique cependant des ressources aurifères de 644 tonnes d'or, des volumes importants de fer (« réserves prouvées » de 3,63 milliards de tonnes), de nickel (407 885 tonnes estimées en contenu métallique), de bauxite (« ressources inférées » de 88 millions de tonnes), de charbon, de feldspaths, de diamants, de phosphates, ainsi que de coltan (colombo-tantalite) sans que les ressources de ce dernier minéral ne soient quantifiées.

L'ALUMINIUM VÉNÉZUÉLIEN.

Le Venezuela a toutefois assurément une histoire minière, notamment sur la filière bauxite/aluminium, deux ressources d'une même filière qui comptent également parmi les métaux stratégiques de nombre de pays occidentaux et dont le « périmètre » dépasse celui de la transition énergétique. Pour rappel, l'OTAN estime en effet que l'aluminium est, avec le graphite, en risque d'approvisionnement pour huit applications militaires sur neuf, alors que la Chine domine le marché mondial et que la Russie compte dans ses rangs, avec Rusal, l'un des plus grands groupes producteurs. Or plusieurs unités de raffinage de l'alumine et de production d'aluminium ont existé au Venezuela. Fondé en décembre 1960, initialement comme une co-entreprise entre le groupe américain Reynolds et la *Corporación Venezolana de Guayana* (CVG) avant d'être nationalisé, le groupe Alcasa a ainsi pu exploiter les vastes réserves de bauxite, bénéficier d'un potentiel hydroélectrique abondant de la région du Guayana (dû à la rivière Caroni et au barrage de Guri, l'un des plus importants au monde) et produire annuellement jusqu'à 100 000 tonnes¹¹, avant son déclin dans les années 2000. Toujours dans la région du Guayana, l'entreprise Venalum compte, elle, toujours parmi les grands producteurs d'Amérique latine¹², si l'on se réfère à ses capacités installées de 460 000 tonnes/an. En pratique toutefois, les volumes produits sont bien inférieurs, soit 96 000 tonnes d'après les informations recueillies par l'agence Fastmarkets¹³.

10. Celui-ci est librement téléchargeable à l'adresse suivante : <https://www.desarrollominero.gob.ve/wp-content/uploads/2024/04/Minerals Catalog 2018.pdf>.

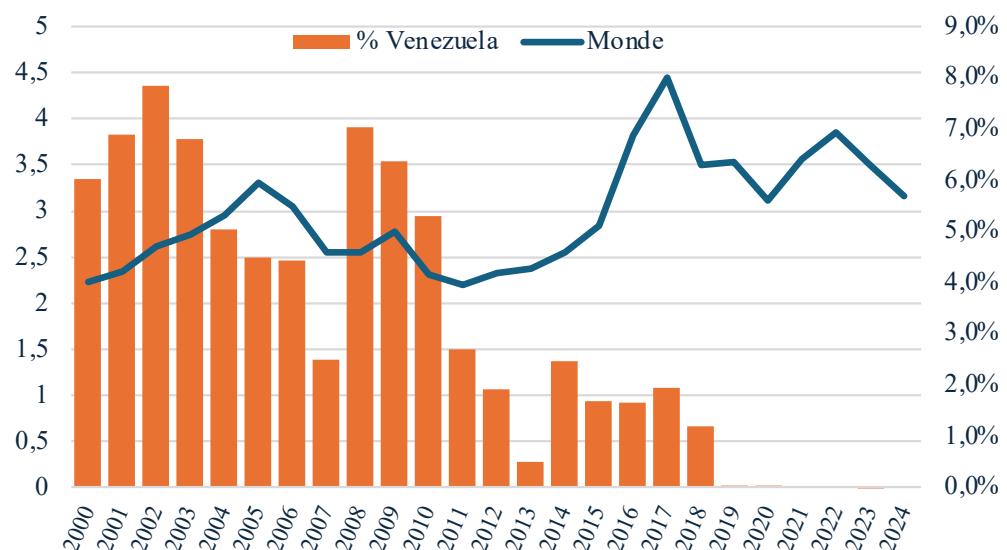
11. Voir plus, avec une capacité installée de près de 200 000 tonnes annuelles dans les années 1990.

12. Cette région ne compte cependant que très peu dans l'offre mondiale d'aluminium primaire. Les volumes de production sud-américains sont en effet estimés à 1,417 millions de tonnes en 2025 par l'Aluminium Institute, soit seulement 2% des volumes mondiaux.

13. https://www.fastmarkets.com/insights/venezuelas-aluminium-operational-hurdles-limiting-impact-on-us-brazil/?utm_source=chatgpt.com.

Graphique 5 :

Déficit commercial américain sur l'aluminium primaire et dépendance vénézuélienne (HS Code : 7601 ; en millions de tonnes et % du sourcing net par le Venezuela).



Source : US Census Bureau & Trade Data Monitor.

Par le passé, une quantité significative d'aluminium primaire vénézuélien a été importée aux États-Unis. En 2002, les importations nettes de ce métal en provenance de ce pays ont ainsi atteint près de 205 000 tonnes sur un total de 2,61 Mt. Le Venezuela a alors pu représenter jusqu'à 7-8 % du sourcing américain. Si, pour les évidentes raisons des sanctions envers Caracas, ces importations sont nulles depuis 2019, le potentiel de diversification pourrait donc être intéressant pour Washington. Évidemment, et comme pour le pétrole, se pose la question des investissements nécessaires pour relancer la production, impliquant par là même de répondre aux problèmes structurels de génération électrique du pays¹⁴. Compte tenu de la domination écrasante de la Chine dans la production d'aluminium, mais également des synergies Russie-Chine sur la chaîne bauxite/alumine/aluminium primaire, il demeure cependant une option intéressante à moyen-long terme dans la stratégie d'influence et d'hyperpuissance des États-Unis.

« RESTAURER LA DOMINATION ÉNERGÉTIQUE AMÉRICAINE ».

La stratégie américaine ciblait-elle avant tout le régime vénézuélien en raison de son déficit démocratique ou sert-elle une ambition plus vaste de « reprise en main » de l'Amérique latine face aux avancées significatives de la Chine ? Du changement de nom du golfe du Mexique en passant par l'occupation du canal de Panama ou les menaces à l'encontre de la Colombie, les tentations expansionnistes de Washington ne semblent faire guère de doutes, s'inscrivant en droite ligne dans la doctrine Monroe. Pensée politique de 1823 destinée alors aux pays européens, cette doctrine affirme le droit des États-Unis à « gérer » l'ensemble du continent américain (annexion du Texas, renversement du président chilien

14. Pour rappel, environ 15 000 kilowatts-heure sont en effet nécessaires pour produire une tonne d'aluminium primaire.

Salvador Allende, ingérence au Nicaragua, etc.) en échange d'une non-intervention dans les affaires européennes et dans les pays colonisés par les pays européens. Combinant intérêts politiques et économiques, la doctrine Monroe est explicitement évoquée dans la stratégie de sécurité nationale des États-Unis pour 2025 – ou NSS 2025 – rendue publique le 4 décembre 2025 : « *After years of neglect, the United States will reassert and enforce the Monroe Doctrine to restore American preeminence in the Western Hemisphere, and to protect our homeland and our access to key geographies throughout the region* » (p. 15).

Si l'ambition ici n'est pas de passer en revue la nouvelle doctrine Monroe (ou « Donroe » en introduisant le nom du président Donald Trump par le prisme des matières premières), force est de constater l'attachement de l'administration républicaine à « restaurer la domination énergétique américaine ». Il est ainsi écrit : « *l'augmentation de nos exportations nettes d'énergie permettra également d'approfondir nos relations avec nos alliés tout en réduisant l'influence de nos adversaires, de protéger notre capacité à défendre nos côtes et, lorsque cela s'avère nécessaire, de projeter notre puissance. Nous rejetons les idéologies désastreuses du « changement climatique » et du « Net Zero » qui ont tant nui à l'Europe, menacent les États-Unis et subventionnent nos adversaires* » (p. 20).

Dans ce contexte, un dernier argument permettant de mieux comprendre l'intervention américaine peut être évoqué, sans préjuger toutefois de son importance. Un conflit territorial ancien existe entre le Venezuela et le Guyana, la république bolivarienne contestant le rattachement de la région de l'Essequibo à ce dernier en raison de frontières définies pendant la période coloniale. L'antagonisme a été exacerbé depuis la découverte, en 2015, de vastes réserves pétrolières offshore (sur le bloc Stabroek) au large de l'Essequibo, par le géant pétrolier américain ExxonMobil. En novembre 2025, la production de brut de ce pays a ainsi atteint 900 000 barils/jour, avec une capacité de production qui devrait atteindre 1,7 Mb/jour d'ici 2030. Or, le Venezuela a tenu un référendum en 2023, dont le résultat affirme que la population soutient l'annexion de l'Essequibo ; il a en outre adopté une loi déclarant officiellement le territoire comme partie intégrante du pays, malgré l'opposition internationale. Signe de l'accroissement des tensions entre les deux pays, un navire militaire vénézuélien s'est approché des installations pétrolières d'ExxonMobil et de ses partenaires en mars 2025, ce qui a été perçu comme une provocation de Caracas envers Georgetown¹⁵. Exacerbées depuis la découverte des gisements de Stabroek, les rivalités territoriales sont donc grandes entre les deux pays. L'intervention américaine vient ainsi contrer d'éventuelles menaces sur les intérêts nationaux du Guyana, réduit ce qu'il est convenu d'appeler le « risque pays » et pourrait ainsi favoriser les investissements internationaux dans le pays.

15. <https://apnews.com/article/venezuela-guyana-oil-exxonmobil-1142faf844adffab680b3b643bd27799>.

CONCLUSION

L'intervention américaine est, de toute évidence, une des premières déclinations opérationnelles de la NSS 2025 de Donald Trump et, en cela, un des marqueurs de la fin « de l'ordre international par la règle » promu par son prédécesseur Joe Biden et hérité du président Woodrow Wilson (Hénin, 2026). Les matières premières y occupent naturellement une place centrale. Il est de ce point de vue intéressant de remarquer l'importance des interrogations autour des velléités américaines sur d'éventuelles ressources vénézuéliennes en métaux stratégiques. Ce qui interpelle ici, c'est l'idée qu'il puisse y avoir, dans le domaine des produits de base, une motivation autre que le pétrole, comme s'il ne suffisait pas à justifier totalement l'intervention américaine, parce que l'avenir est « nécessairement » aux ressources minérales indispensables à la transition énergétique et la révolution numérique. Certes, il ne coûte rien de poser la question, mais ni le pétrole, ni le gaz ne sont malheureusement des matières premières du passé. Et cette réalité perdurera.

Qu'il s'agisse de l'Ukraine, du Groenland ou de la RDC, les États-Unis ont bien évidemment un très grand intérêt pour les ressources minérales stratégiques, mais il leur faut gagner du temps face à la grande avancée prise par la Chine sur l'ensemble des filières qui s'y rattachent. Dominer et promouvoir autant que faire se peut les énergies fossiles est un moyen pour le faire (comme promouvoir le dollar dans les transactions internationales). Dans ce retour à la doctrine des « sphères d'influence » auquel nous assistons et qui renforce considérablement le risque de conflits, la maîtrise des énergies, celle des carburants, est essentielle, tout comme celle des matières premières de « base » pour l'industrie militaire, notamment la bauxite et l'aluminium pour lesquels la Venezuela dispose d'un potentiel intéressant.

BIBLIOGRAPHIE.

- Downs, E., Palacios, L. (2026), « US Action Threatens Venezuela-China Oil Flows, Debt Repayment, and Investments », <https://www.energypolicy.columbia.edu/venezuela-china-oil-ties-severely-impacted-by-us-action/>, article de blog, Center on Global Energy Policy at Columbia University SIPA.
- Fattouh, B., Meidan, M., Economou, A., Ochoa, O. (2026), « Oxford Institute for Energy Studies Rewiring Venezuelan Crude Oil: Impacts, Risks, and Market Constraints », <https://www.oxfordenergy.org/wpcms/wp-content/uploads/2026/01/OIES-PPT-Rewiring-Venezuelan-Crude-Oil-12Jan25.pdf>.
- Henin, P-Y. (2026), « La stratégie 2025 de sécurité nationale : une autre vision du monde », Notes de l'IRIS, janvier, https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2026/01/ObsEtatsUnis_2026_01_NSS2025_Note_FR.pdf.
- Messari N. (2025), « The United States and Venezuela: Beyond the Bilateral Dimension, Policy Brief, n°66/25, Policy Center for the New South, <https://www.policycenter.ma/publications/united-states-and-venezuela-beyond-bilateral-dimension>.

À PROPOS DE L'AUTEUR



YVES JÉGOUREL

Yves Jégourel is Senior Fellow at Policy Center for the New South as well as Full Professor and head of the Chair in "Economics of Raw Materials and Sustainable Transitions", at the Conservatoire national des arts et métiers. He was previously a professor at the University of Bordeaux, where he directed the Master program in Banking, Finance and Commodity Trading (BFCT) and was vice-dean in charge of relations with companies in the Faculty of Economics, Management and ESA (EGAES). He devotes his teaching and research activities to the economics of commodities, with a particular focus on the common dynamics that characterize the agricultural, energy, and mineral and metal sectors: the internationalization of physical markets, the macroeconomic dependence of exporting countries and the relevance of industrialization strategies, the role of traders, the dynamics of financialization, price risk management, etc. Yves Jégourel is also co-director of the CyclOpe circle and a guest expert at the United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD).

À PROPOS DU POLICY CENTER FOR THE NEW SOUTH

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global. Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

Policy Center for the New South

Rabat Campus of Mohammed VI Polytechnic University,
Rocade Rabat Salé - 11103
Email : contact@policycenter.ma
Phone : +212 (0) 537 54 04 04
Fax : +212 (0) 537 71 31 54

www.policycenter.ma

